

N° 174
Le Numéro
15 CENTIMES
BUREAUX
ET RÉDACTION :
Roubaix, Grande-Rue, 71
Téléphone, rue Carbet, 28
Abonnement : 2 m. 8 francs 20
Prix du bulletin : 25 francs 40
Prix de l'abonnement : 24 francs 40
Prix de l'abonnement : 23 francs 40

Journal de Roubaix

ROUBAIX : Téléph. 1199 ; Inter. 34.

DIRECTRICE : Madame Veuve ALFRED REBOUX

TOURCOING : Téléph. 37

M. LLOYD GEORGE et la Conférence impériale

M. Lloyd George a inauguré la Conférence impériale par un discours d'un optimisme peu évident. Il a promis au dénouement de l'Allemagne et à la prochaine solution du grand problème des réparations est au moins prémature. Nous, les affaires de l'Europe ne sont pas en aussi bonne voie que le premier ministre britannique veut bien le dire et Kerchans et Zeigenvoort ne sont pas les plus dangereux ennemis de la paix. Si des troubles persistent à Vilna ou en Haute-Silésie, quelques-uns de M. Lloyd George n'ont pas peur qu'à ce point-là, la faute n'est pas aux hommes qui ont pris la tête de mouvements trop naturels. Il n'y a pas plus de stabilité spontanée au politique qu'en biologie. M. Lloyd George dirige la politique de l'Empire britannique comme celle de l'Europe depuis l'armistice. Si la paix n'est pas établie sur des bases solides, on n'en prendra à lui-même et aux méthodes qu'il a employées.

Nous voulons, a dit M. Lloyd George, conserver dans nos états le point de vue de nos possessions d'outre-mer et nous voulons leur faire connaître le notre.

Qui est ce point de vue ? M. Hughes, premier ministre d'Australie, qui dès la Conférence de la paix n'hésite pas à jouer partout les paysans du Danube, a demandé hier des explications sur la politique que suit l'Angleterre en Mésopotamie, en Palestine, en Russie, en Egypte, en Grèce et en Turquie.

M. Lloyd George entend rester en relations étroites avec le gouvernement japonais et il espère en même temps faire de la coopération avec les Etats-Unis « un principe cardinal » de sa politique. Il a ajouté qu'il était prêt à illustrer, d'accord avec l'Amérique, les armements navals si cette limitation ne devait pas empêcher l'Empire britannique de conserver sa puissance sur les mers.

Ces principes excellents ne sont-ils pas contradictoires ? C'est ainsi que M. Winston Churchill nous proposait récemment une coopération franco-anglaise en Asie Mineure en installant notre ennemi, l'émir Faycal, à Bagdad. Les amitiés, les alliances, les ententes ont besoin de bases solides.

Un député proposait vendredi, aux Commissions, de faire reposer la politique de l'Empire sur l'autorité américaine et sur l'autorité française. Ce serait, en effet, le meilleur moyen d'assurer la paix du monde. Mais pour conserver l'autorité des Etats-Unis et l'autorité de la France, il faut prendre certaines précautions que M. Lloyd George a trop souvent négligées.

Le « Statut fiscal des Régions libérées »

Le Sénat a voté mardi le « statut fiscal des Régions libérées ».

Il fait beaucoup de bonne volonté pour trouver qu'il y a dans ce statut quelque chose de spécial pour nos régions occupées et dévastées, si ce n'est dans un sens défavorable.

De quoi nous exemple-t-il, en effet ? Des impôts de 1919. Est-ce là un avantage ? Tout au contraire, nous sommes, n'oublions pas, préférés, au seul point de vue de nos libertés, à ceux qui ont été détruits et trois fois nos contributions payées deux et trois fois nos contributions pour cette cause et ne pas subir la dévastation et l'occupation jusqu'au dixième mois de 1918.

Quant aux impôts de 1919 et 1920, il va maintenant nous falloir les acquitter en bloc.

Deux années à la fois, quand une seule année d'impositions suffit à nous écraser. Est-ce là ce que je devrais dire ?

Puisque députés et sénateurs ont si longtemps attendu pour nous fixer quant à notre dette envers l'Etat, ne devraient-ils pas de moins nous tenir compte de notre longue luctuosité, à ce sujet ?

Il n'est pas possible, en tout cas, que pour appliquer cette loi, le fisc puisse être autorisé à exiger de nous à la fois les impôts de 1919 et ceux de 1920. En c'est cependant ce que s'empresse à faire, forte du texte de loi, l'Administration des finances.

Pour l'en empêcher, il faudrait que la Chambre, se rappelant elle-même, et rappelant le Sénat et le Gouvernement au principe de l'unité de l'impôt, déclardent qu'en tout état de cause, — qu'il arrange cela comme il le voudra — on ne réclamerait des victimes qu'une année d'impôts chaque année.

Ce serait démontré par l'absurdité des dispositions qui viennent d'être votées.

Le Chambre doit aux sinistres cette réparation, car elle est en cette affaire la grande fautive. De l'avis de tous ceux qui ont pris part à la discussion du statut fiscal ou qui y ont assisté, il est évident qu'un quelqu'un s'est produit à propos de l'unité de l'impôt pour 1919, qui, rigoureusement, signifie pour les mois de 1918, mais qu'on avait bien voulu dire récession pour les impôts due au titre de 1919. C'est par la suite seulement que l'on a joué ce qu'il appelle. Assister à ces représentants des régions sinistrées c'eût été de la supercherie, ils se manifestent en mouvement et devant leurs énergiques représentations, l'assureraient leur fut douance que le Sénat remettait les choses au point. On voit ce qui est advenu.

Bien des fois, la solidarité de tous les Français devant les charges fiscales a été proclamée solennellement. Ne serait-il pas juste que les régions sinistrées soient dispensées de l'impôt pour cette année 1919, où ils ont eu tant de peine à préparer leur remise au travail, et que nos concitoyens des autres régions qui ont pu gagner de l'argent pendant que nous nous ruinions, supportent finalement cette équitable mesure ?

LES SOUSCRIPTIONS AUX BONS DU TRESOR

Paris, 22 juin. — Il résulte des renseignements recueillis au ministère des finances que le montant des souscriptions aux Bons du Trésor 6 p. c. atteindra 4 milliards et dépassera de très peu l'objectif fixé.

LA SITUATION dans la République des Soviets

UNE REVOLTE GENERALE MENACE LES DICTATEURS BOLCHEVISTES

Riga, 22 juin. — Des nouvelles venues de Russie annoncent que le mouvement insurrectionnel s'étend dans les régions du Don et du Vladivostok.

Il se confirme ici que plusieurs communistes et notabilités bolcheviques quittent la Russie. C'est ainsi que les commissaires Sidorov, Erzakov, Rabbinovitch sont partis par Dvinsk et ont gagné Dantzig, où ils se sont embarqués pour l'Amérique du Sud.

Une notabilité bolchevique arrivée à Riga déclare qu'on craint de plus en plus en Russie une révolte générale contre les Soviets, même, ce qui serait plus grave, une guerre civile entre les deux parts bolcheviques.

LA REPRISE DES RELATIONS AVEC L'EXTERIEUR

Une note britannique à la France.

Londres, 22 juin. — L'Agence Reuters écrit aujourd'hui que le gouvernement britannique a malencontreusement envoyé une réponse à la récente note de la France, relative aux revendications françaises contre la Russie des Soviets et à la vente ou à la cession en Grande-Bretagne, par la délégation commerciale russe des soûls, de biens ou de concessions sur lesquels les ressortissants français ont des droits.

Le gouvernement britannique a pris note des déclarations du gouvernement français qui se devait réservé tous les droits de ses nationaux.

Toutefois, le gouvernement britannique a fait remarquer au gouvernement français que les nationaux français se trouvent, dans cette affaire, sur un pied d'égalité avec les nationaux britanniques et que, jusqu'à présent, le gouvernement britannique n'a pas formulé de demandes de traitement privilégié pour les ressortissants britanniques.

La gouvernement britannique répète l'assurance déjà donnée par M. Lloyd George que les revendications françaises recevront l'appui du gouvernement britannique, dans le cas

UN DÉPUTÉ SORT SON REVOLVER

Scène de pugilat qui se termine par la démission du Ministre du Travail

Rome, 22 juin. — La séance de la Chambre italienne a été troublée mardi par de graves incidents.

Le député fasciste Mussolini avait pris la parole dans la discussion de l'adresse en réponse au discours de la Couronne pour condamner les idées des fascistes, réclamant notamment une politique étrangère plus énergique, ainsi qu'une intervention de l'Italie en faveur du Monténégro. Le député Barattoni, représentant des socialistes, qui lui succéda, déchira un véritable tumulte pour ses affirmations contraires à la politique fasciste.

Les représentants de ce parti s'élancèrent alors dans l'hémicycle pour attaquer les socialistes.

Le député socialiste Mussolini avait pris la parole dans la discussion de l'adresse en réponse au discours de la Couronne pour condamner les idées des fascistes, réclamant notamment une politique étrangère plus énergique, ainsi qu'une intervention de l'Italie en faveur du Monténégro. Le député Barattoni, représentant des socialistes, qui lui succéda, déchira un véritable tumulte pour ses affirmations contraires à la politique fasciste.

Le député socialiste Mussolini avait pris la parole dans la discussion de l'adresse en réponse au discours de la Couronne pour condamner les idées des fascistes, réclamant notamment une politique étrangère plus énergique, ainsi qu'une intervention de l'Italie en faveur du Monténégro. Le député Barattoni, représentant des socialistes, qui lui succéda, déchira un véritable tumulte pour ses affirmations contraires à la politique fasciste.

Le député socialiste Mussolini avait pris la parole dans la discussion de l'adresse en réponse au discours de la Couronne pour condamner les idées des fascistes, réclamant notamment une politique étrangère plus énergique, ainsi qu'une intervention de l'Italie en faveur du Monténégro. Le député Barattoni, représentant des socialistes, qui lui succéda, déchira un véritable tumulte pour ses affirmations contraires à la politique fasciste.

Le député socialiste Mussolini avait pris la parole dans la discussion de l'adresse en réponse au discours de la Couronne pour condamner les idées des fascistes, réclamant notamment une politique étrangère plus énergique, ainsi qu'une intervention de l'Italie en faveur du Monténégro. Le député Barattoni, représentant des socialistes, qui lui succéda, déchira un véritable tumulte pour ses affirmations contraires à la politique fasciste.

Le député socialiste Mussolini avait pris la parole dans la discussion de l'adresse en réponse au discours de la Couronne pour condamner les idées des fascistes, réclamant notamment une politique étrangère plus énergique, ainsi qu'une intervention de l'Italie en faveur du Monténégro. Le député Barattoni, représentant des socialistes, qui lui succéda, déchira un véritable tumulte pour ses affirmations contraires à la politique fasciste.

Le député socialiste Mussolini avait pris la parole dans la discussion de l'adresse en réponse au discours de la Couronne pour condamner les idées des fascistes, réclamant notamment une politique étrangère plus énergique, ainsi qu'une intervention de l'Italie en faveur du Monténégro. Le député Barattoni, représentant des socialistes, qui lui succéda, déchira un véritable tumulte pour ses affirmations contraires à la politique fasciste.

Le député socialiste Mussolini avait pris la parole dans la discussion de l'adresse en réponse au discours de la Couronne pour condamner les idées des fascistes, réclamant notamment une politique étrangère plus énergique, ainsi qu'une intervention de l'Italie en faveur du Monténégro. Le député Barattoni, représentant des socialistes, qui lui succéda, déchira un véritable tumulte pour ses affirmations contraires à la politique fasciste.

Le député socialiste Mussolini avait pris la parole dans la discussion de l'adresse en réponse au discours de la Couronne pour condamner les idées des fascistes, réclamant notamment une politique étrangère plus énergique, ainsi qu'une intervention de l'Italie en faveur du Monténégro. Le député Barattoni, représentant des socialistes, qui lui succéda, déchira un véritable tumulte pour ses affirmations contraires à la politique fasciste.

Le député socialiste Mussolini avait pris la parole dans la discussion de l'adresse en réponse au discours de la Couronne pour condamner les idées des fascistes, réclamant notamment une politique étrangère plus énergique, ainsi qu'une intervention de l'Italie en faveur du Monténégro. Le député Barattoni, représentant des socialistes, qui lui succéda, déchira un véritable tumulte pour ses affirmations contraires à la politique fasciste.

Le député socialiste Mussolini avait pris la parole dans la discussion de l'adresse en réponse au discours de la Couronne pour condamner les idées des fascistes, réclamant notamment une politique étrangère plus énergique, ainsi qu'une intervention de l'Italie en faveur du Monténégro. Le député Barattoni, représentant des socialistes, qui lui succéda, déchira un véritable tumulte pour ses affirmations contraires à la politique fasciste.

Le député socialiste Mussolini avait pris la parole dans la discussion de l'adresse en réponse au discours de la Couronne pour condamner les idées des fascistes, réclamant notamment une politique étrangère plus énergique, ainsi qu'une intervention de l'Italie en faveur du Monténégro. Le député Barattoni, représentant des socialistes, qui lui succéda, déchira un véritable tumulte pour ses affirmations contraires à la politique fasciste.

Le député socialiste Mussolini avait pris la parole dans la discussion de l'adresse en réponse au discours de la Couronne pour condamner les idées des fascistes, réclamant notamment une politique étrangère plus énergique, ainsi qu'une intervention de l'Italie en faveur du Monténégro. Le député Barattoni, représentant des socialistes, qui lui succéda, déchira un véritable tumulte pour ses affirmations contraires à la politique fasciste.

Le député socialiste Mussolini avait pris la parole dans la discussion de l'adresse en réponse au discours de la Couronne pour condamner les idées des fascistes, réclamant notamment une politique étrangère plus énergique, ainsi qu'une intervention de l'Italie en faveur du Monténégro. Le député Barattoni, représentant des socialistes, qui lui succéda, déchira un véritable tumulte pour ses affirmations contraires à la politique fasciste.

Le député socialiste Mussolini avait pris la parole dans la discussion de l'adresse en réponse au discours de la Couronne pour condamner les idées des fascistes, réclamant notamment une politique étrangère plus énergique, ainsi qu'une intervention de l'Italie en faveur du Monténégro. Le député Barattoni, représentant des socialistes, qui lui succéda, déchira un véritable tumulte pour ses affirmations contraires à la politique fasciste.

Le député socialiste Mussolini avait pris la parole dans la discussion de l'adresse en réponse au discours de la Couronne pour condamner les idées des fascistes, réclamant notamment une politique étrangère plus énergique, ainsi qu'une intervention de l'Italie en faveur du Monténégro. Le député Barattoni, représentant des socialistes, qui lui succéda, déchira un véritable tumulte pour ses affirmations contraires à la politique fasciste.

Le député socialiste Mussolini avait pris la parole dans la discussion de l'adresse en réponse au discours de la Couronne pour condamner les idées des fascistes, réclamant notamment une politique étrangère plus énergique, ainsi qu'une intervention de l'Italie en faveur du Monténégro. Le député Barattoni, représentant des socialistes, qui lui succéda, déchira un véritable tumulte pour ses affirmations contraires à la politique fasciste.

Le député socialiste Mussolini avait pris la parole dans la discussion de l'adresse en réponse au discours de la Couronne pour condamner les idées des fascistes, réclamant notamment une politique étrangère plus énergique, ainsi qu'une intervention de l'Italie en faveur du Monténégro. Le député Barattoni, représentant des socialistes, qui lui succéda, déchira un véritable tumulte pour ses affirmations contraires à la politique fasciste.

Le député socialiste Mussolini avait pris la parole dans la discussion de l'adresse en réponse au discours de la Couronne pour condamner les idées des fascistes, réclamant notamment une politique étrangère plus énergique, ainsi qu'une intervention de l'Italie en faveur du Monténégro. Le député Barattoni, représentant des socialistes, qui lui succéda, déchira un véritable tumulte pour ses affirmations contraires à la politique fasciste.

Le député socialiste Mussolini avait pris la parole dans la discussion de l'adresse en réponse au discours de la Couronne pour condamner les idées des fascistes, réclamant notamment une politique étrangère plus énergique, ainsi qu'une intervention de l'Italie en faveur du Monténégro. Le député Barattoni, représentant des socialistes, qui lui succéda, déchira un véritable tumulte pour ses affirmations contraires à la politique fasciste.

Le député socialiste Mussolini avait pris la parole dans la discussion de l'adresse en réponse au discours de la Couronne pour condamner les idées des fascistes, réclamant notamment une politique étrangère plus énergique, ainsi qu'une intervention de l'Italie en faveur du Monténégro. Le député Barattoni, représentant des socialistes, qui lui succéda, déchira un véritable tumulte pour ses affirmations contraires à la politique fasciste.

Le député socialiste Mussolini avait pris la parole dans la discussion de l'adresse en réponse au discours de la Couronne pour condamner les idées des fascistes, réclamant notamment une politique étrangère plus énergique, ainsi qu'une intervention de l'Italie en faveur du Monténégro. Le député Barattoni, représentant des socialistes, qui lui succéda, déchira un véritable tumulte pour ses affirmations contraires à la politique fasciste.

Le député socialiste Mussolini avait pris la parole dans la discussion de l'adresse en réponse au discours de la Couronne pour condamner les idées des fascistes, réclamant notamment une politique étrangère plus énergique, ainsi qu'une intervention de l'Italie en faveur du Monténégro. Le député Barattoni, représentant des socialistes, qui lui succéda, déchira un véritable tumulte pour ses affirmations contraires à la politique fasciste.

Le député socialiste Mussolini avait pris la parole dans la discussion de l'adresse en réponse au discours de la Couronne pour condamner les idées des fascistes, réclamant notamment une politique étrangère plus énergique, ainsi qu'une intervention de l'Italie en faveur du Monténégro. Le député Barattoni, représentant des socialistes, qui lui succéda, déchira un véritable tumulte pour ses affirmations contraires à la politique fasciste.

Le député socialiste Mussolini avait pris la parole dans la discussion de l'adresse en réponse au discours de la Couronne pour condamner les idées des fascistes, réclamant notamment une politique étrangère plus énergique, ainsi qu'une intervention de l'Italie en faveur du Monténégro. Le député Barattoni, représentant des socialistes, qui lui succéda, déchira un véritable tumulte pour ses affirmations contraires à la politique fasciste.

Le député socialiste Mussolini avait pris la parole dans la discussion de l'adresse en réponse au discours de la Couronne pour condamner les idées des fascistes, réclamant notamment une politique étrangère plus énergique, ainsi qu'une intervention de l'Italie en faveur du Monténégro. Le député Barattoni, représentant des socialistes, qui lui succéda, déchira un véritable tumulte pour ses affirmations contraires à la politique fasciste.

Le député socialiste Mussolini avait pris la parole dans la discussion de l'adresse en réponse au discours de la Couronne pour condamner les idées des fascistes, réclamant notamment une politique étrangère plus énergique, ainsi qu'une intervention de l'Italie en faveur du Monténégro. Le député Barattoni, représentant des socialistes, qui lui succéda, déchira un véritable tumulte pour ses affirmations contraires à la politique fasciste.

Le député socialiste Mussolini avait pris la parole dans la discussion de l'adresse en réponse au discours de la Couronne pour condamner les idées des fascistes, réclamant notamment une politique étrangère plus énergique, ainsi qu'une intervention de l'Italie en f